clc960004121
(cont.)

X Collection

INDEX

Page: 1

Barcode Number	Box Number	Total of Volumes	Call Number
LIBRARY OF CONGRESS 0 021 174 432 7	610	27	HE6224(1965-1961) no.1-27
	611	-	missing
LIBRARY OF CONGRESS 0 021 174 433 9	612A	36	HE6261-HE8668.N6 no.36
LIBRARY OF CONGRESS 0 021 174 434 0	612B	36	HE8668.N6(1946-1947) no.37-72
LIBRARY OF CONGRESS 0 021 174 435 2	613	15	HE8690.I52 - HE9715.U6R3
LIBRARY OF CONGRESS 0 021 174 436 4	614	88	HF199.A2 - HF294.I65 1914
LIBRARY OF CONGRESS 0 021 174 437 6	615	37	HF294.I72-HF299.A2S5
LIBRARY OF CONGRESS 0 021 174 438 8	616	22	HF300.U7D4-HF322.L7

X Collection

INDEX

Barcode Number	Box Number	Total of Volumes	Call Number
LIBRARY OF CONGRESS 0 021 174 439 A	617A	5	HF326.B8-HF1010
LIBRARY OF CONGRESS 0 021 174 440 6	617B	63	HF1131-HF2330.5.A1
LIBRARY OF CONGRESS 0 021 174 441 8	618A	28	HF1157-HF2486.A3 no. 28

X-HF 199
.A2

#1

ISTITUTO NAZIONALE FASCISTA
PER IL COMMERCIO ESTERO

ORARI DEI TRENI DERRATE

EDIZIONE 1939

TRANSFER
121
JAN 30
Serial Record
The
Copy

ROMA, 1939-XVII - SOC. AN. TIP. CASTALDI

X-HF 199
.A2

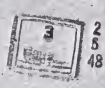
#2

2-7/16

ISTITUTO NAZIONALE FASCISTA PER IL COMMERCIO ESTERO

REGIME ITALIANO DELLE ESPORTAZIONI

(Norme aggiornate al 1° giugno 1943-XXI)



2
5
48

ROMA
SOCIETÀ ANONIMA TIPOGRAFICA CASTALDI
—
1943-XXI

739/13

X-HF294
.I65
1912

3 6 8 47 Cong. #3

CONGRÈS INTERNATIONAUX

des

CHAMBRES DE COMMERCE

et des

Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU Vᵉ CONGRÈS, BOSTON, 1912

RÉFORMES POSTALES INTERNATIONALES

RAPPORT

DE

M. Alfred GEORG
Docteur en droit,
Vice-président de la Chambre de commerce de Genève.

Réformes postales internationales en vue de la prochaine Conférence de l'Union postale universelle (1).

Il ne saurait être dans l'intention du rapporteur d'aborder l'examen de toutes les améliorations qui pourraient être proposées dans le trafic postal universel dans l'intérêt du commerce et de l'industrie.

Son rôle, beaucoup plus modeste, a été limité par le Comité permanent de la manière suivante :

Rappeler les propositions de réformes postales soumises au dit Comité en vue du Congrès de Boston et exposer, en les motivant brièvement, les demandes que le rapporteur a formulées, il y a quelques mois, dans un mémoire adressé au Comité permanent, au

(1) L'auteur de ce mémoire a été désigné par le Comité permanent comme rapporteur pour le tractandum nº 4 de l'ordre du jour du Vᵉᵉ Congrès international des Chambres de commerce (Boston, 1912).

X-HF 294
.I65
1912

Texte allemand, français et anglais.

3 6 6 47
Copy

CONGRÈS INTERNATIONAUX
des
CHAMBRES DE COMMERCE
et des
Associations Commerciales et Industrielles

#4

PUBLICATIONS DU Vᵉ CONGRÈS, BOSTON, 1912

INTERNATIONALES SCHECKRECHT

Der « Ausschuss des Deutschen Handelstages » sprach sich in seiner am 24. Juni 1912 in Cöln a. Rh. abgehaltenen Sitzung für die Vereinheitlichung des Scheckrechts aus und stellte folgende Leitsätze auf :

I. — Es ist nicht nötig, dass das einheitliche Scheckgesetz eine *Begriffsbestimmung* des Schecks aufstellt ; vielmehr genügt es, die wesentlichen Bestandteile des Schecks zu bestimmen.

II. — Es ist zu bestimmen, dass Schecks nur auf einen *Bankier* gezogen werden sollen ; doch darf ein auf einen Nichtbankier gezogener Scheck nicht rechtsunwirksam sein.

III. — Als *wesentliche Bestandteile* des Schecks sind anzuerkennen :

a) Unterschrift des Ausstellers ;
b) Bezeichnung der Bezogenen ;
c) Scheckklausel ;
d) Zahlungsklausel ;
e) Geldsummenangabe ;
f) Bezeichnung des Zahlungsortes ;
g) Angabe des Ortes und des Tages der Ausstellung.

X-HF 294
.I65
1912

Texte allemand, français et anglais.

#5

CONGRÈS INTERNATIONAUX
des
CHAMBRES DE COMMERCE
et des
Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU Vᵉ CONGRÈS, BOSTON, 1912

3
Dept.
6
8
47

VŒUX

PROPOSÉS AU VOTE DU CONGRÈS PAR LE

DEUTSCHER HANDELSTAG

3ᵉ QUESTION DE L'ORDRE DU JOUR :

Réformes postales internationales en vue de la prochaine Conférence de 1913 de l'Union postale universelle.

Die Portosätze des inneren Verkehrs sollen auch für den Verkehr innerhalb des Weltpostvereins gelten.

Solange dies Ziel nicht erreichbar ist, sind zunächst mit den Nachbarländern engere Postvereine zu bilden, innerhalb derer die Portosätze des inneren Verkehrs gelten.

Das Briefporto des Weltpostvertrages (bis 20 Gramm 25 Centimen, für jede weiteren 20 Gramm oder einen Teil von 20 Gramm 15 Centimen) ist bei allen Postverwaltungen des Weltpostvereins durchzuführen.

Das Porto für Geschäftspapiere soll, wie für Drucksachen, 5 Centimen für je 50 Gramm oder einen Teil von 50 Gramm betragen (kein Mindestbetrag von 25 Centimen).

Die Bestimmung, dass Warenprobensendungen keinen Gegenstand von Handelswert enthalten dürfen, ist aufzuheben. Alle Gegenstände,

X-HF 294
.I65
1912

6
6
47

#6

[PUBLIC RESOLUTION—NO. 35.]

[S. J. Res. 72.]

Joint Resolution Making provision for the Fifth International Congress of Chambers of Commerce and Commercial and Industrial Associations.

Resolved by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That the President of the United States be, and he is hereby, authorized and requested to extend to the Governments of the commercial nations of the world an invitation to be represented officially at the Fifth International Congress of Chambers of Commerce and Commercial and Industrial Associations, to be held in Boston, Massachusetts, September twenty-fourth to twenty-eighth, nineteen hundred and twelve.

That the Secretary of State is hereby requested to ask the Governments of the commercial nations of the world to notify the leading business organizations of their respective countries of this action by the Congress of the United States of America and suggest their cooperation.

Approved, June 7, 1912.

X-HF 294
.I 65
1912

CONGRÈS INTERNATIONAUX

des

CHAMBRES DE COMMERCE

et des

Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU Ve CONGRÈS, BOSTON, 1913

LISTE RÉCAPITULATIVE.

Les mémoires, rapports, notes ou autres imprimés dont l'énumération suit ont été envoyés aux Délégués du Comité permanent, aux Associations affiliées au Comité permanent, aux Associations ayant adhéré au Congrès de Boston, et à tous les délégués ayant annoncé leur participation au Congrès de Boston.

En cas d'erreur ou d'omission, prière de réclamer un nouvel envoi : il sera fait d'urgence à l'adresse indiquée.

Sur la question de la *Création d'un Tribunal arbitral international pour litiges entre particuliers et États étrangers :*

1. Mémoire présenté par *Die Aeltesten der Kaufmannschaft von Berlin.* (M. le Prof^{r} D^{r} Apt, rapporteur désigné).
2. Traduction française du même.
3. Traduction anglaise du même.

Sur la question du *Chèque :*

1. Mémoire du D^{r} Hans Trumpler, en 50 pages, édité par la Chambre de commerce de Francfort (distribution limitée).

X-HF 294
.I65
1912

#8

Texte français, anglais et allemand.

3 Copy
6 N 47

CONGRÈS INTERNATIONAUX

des

CHAMBRES DE COMMERCE

et des

Associations Commerciales et Industrielles

ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS DE BOSTON

arrêté par le Comité permanent en sa séance du 28 juin 1912

1. Communication de M. le Président du Congrès au sujet des questions suivantes :

   Fixation de la date de Pâques et réforme du calendrier.

   Réglementation des expositions internationales.

2. Création d'un tribunal arbitral international pour litiges entre particuliers et États étrangers.

   Rapporteur : Prof. Dr. Max Apt, syndic de la Corporation « Die Aeltesten der Kaufmannschaft von Berlin ».

3. Unification des législations sur le chèque.

   Rapporteurs : Prof. Dr. Max Apt.

   Dr. Hans Trumpler, syndic de la Chambre de commerce de Frankfurt a. Main.

4. Réformes postales internationales en vue de la prochaine Conférence de 1913 de l'Union postale universelle.

   Rapporteur : Alf. Georg, docteur en droit, vice-président de la Chambre de commerce de Genève.

X-HF 294
.I65
1912

3 6
Copy 6 47

#9

CONGRÈS INTERNATIONAUX

des

CHAMBRES DE COMMERCE

et des

Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU Ve CONGRÈS, BOSTON, 1912

STATISTIQUE COMMERCIALE

et institution immédiate d'un Office international

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. Eugène ALLARD
Président de la Chambre de commerce belge de Paris.

Dans son rapport sur le programme de notre Ve Congrès international, la *Chambre de commerce de Boston* est d'avis que la proposition à l'ordre du jour portant : *Statistique commerciale, création immédiate d'un office international* est un point très important et qu'il est désirable de le voir discuter par le Congrès.

Toutefois son délégué M. Taussig, tout en reconnaissant l'intérêt que présente l'examen de cette proposition, a demandé au Comité permanent, dans la réunion qui s'est tenue à Bruxelles le 28 juin 1912, l'utilité de cet objet qui lui semblait n'avoir d'intérêt que pour les économistes.

Pour répondre comme il conviendrait à cette demande, il faudrait non seulement démontrer l'utilité des statistiques commerciales, devenue aujourd'hui pour ainsi dire le guide des échanges entre les peuples, mais aussi se livrer à un examen rétrospectif des discussions approfondies que l'étude du problème a soulevées dans nos Congrès de Milan et de Prague. Il nous semble superflu désormais

X-HF 294
.I65
1912

3
Copy 6 6 47

#10

INTERNATIONAL CONGRESSES

of

CHAMBERS OF COMMERCE

and of

Commercial and Industrial Associations

PUBLICATIONS OF THE FIFTH CONGRESS, BOSTON, 1912

INTERNATIONAL POSTAL REFORMS

REPORT

BY

ALFRED GEORG,
Doctor of Laws
Vice President of the Chamber of Commerce of Geneva

INTERNATIONAL POSTAL REFORMS

In View of the Next Conference of the Universal Postal Union

It is not within the intention of the reporter to undertake the investigation of all improvements which might be suggested in the postal traffic in the interest of commerce and industry. His duty, more modestly, has been restricted by the Permanent Committee in the following manner:

To review the suggestions for postal reforms submitted to said Committee in view of the Congress at Boston, and to explain, outlining briefly the bases therefor, the requests which the reporter drew up a few months ago, in a memorandum addressed to the Permanent Committee in the name of the Swiss Union of Commerce and Industry and of the Swiss Chamber of Commerce.

Should the Boston Congress adopt the conclusions of the present report, they will be presented to the International Bureau of the Postal Union at Berne, and to the States of the Union, to be submitted to the next Universal Postal Congress.

It is unquestionable that suggestions for reforms supported by the authorized representatives of the most influential commercial organizations of both Old and New World will be considered by the approaching postal congress with a desire to aim towards their realization.

* * *

Four memoranda have been presented to the Permanent Bureau at

The author of this paper has been appointed by the Permanent Committee as reporter on topic No. 4 on the order of the day of the Fifth International Congress of Chambers of Commerce (Boston, 1912).

X-HF 294
.I65
1912

3 Copy 6 6 47

FIFTH INTERNATIONAL CONGRESS

OF

CHAMBERS OF COMMERCE

AND

COMMERCIAL AND INDUSTRIAL ASSOCIATIONS

BOSTON, MASSACHUSETTS, U. S. A.
SEPTEMBER 24 TO 28, 1912.

CIRCULAR OF INSTRUCTIONS FOR DELEGATES FROM ABROAD.

1. PLANS FOR BOSTON.

The Congress will open with a reception to all delegates on Monday evening, September 23, 1912, at the Copley-Plaza Hotel, Copley Square, Boston. On Tuesday, Wednesday and Thursday, September 24, 25 and 26, the morning and afternoon will be devoted to the official sessions of the Congress. On Friday, Saturday and Sunday, September 27, 28 and 29, the delegates will be the guests in Boston of the Boston Chamber of Commerce.

2. PLANS FOR TOUR IN UNITED STATES.

On Monday, September 30, the delegates from abroad will depart from Boston on special trains, the cost of transportation to be entirely free to the delegates from foreign countries. They will be entertained by the business men in the following cities: Worcester, Massachusetts; Buffalo and Niagara Falls, New York; Detroit, Michigan; Chicago, Illinois; Cincinnati, Ohio; Dayton, Ohio; Pittsburgh, Pennsylvania; Washington, District of Columbia; Philadelphia, Pennsylvania; and New York, New York. This tour will officially end at New York City about October 18 to 20, 1912.

3. RETURN OCEAN VOYAGE EASTBOUND.

There will be no difficulty whatever in securing ample steamship accommodations on any transatlantic line for the return pas-

X-HF 294
.I65
1912

#12

INTERNATIONAL CONGRESSES

of

CHAMBERS OF COMMERCE

and of

Commercial and Industrial Associations

PUBLICATIONS OF THE FIFTH CONGRESS, BOSTON, 1912

REPORT

PRESENTED BY

EUGENE ALLARD

President of the Belgian Chamber of Commerce of Paris

COMMERCIAL STATISTICS AND THE IMMEDIATE INSTITUTION OF AN INTERNATIONAL OFFICE

In its draft of the program for our Fifth International Congress, the Boston Chamber of Commerce is of the opinion that the item in the order of the day on the subject of Commercial Statistics, and the immediate institution of an international office, is a very important one and that it is desirable to have it discussed by the Congress.

At the same time its delegate, Mr. Taussig, while acknowledging the interest of investigating this question, requested the Permanent Committee, at the meeting held in Brussels on June 28, 1912, to show the value of this subject, which appears to him to be of interest only to economists.

To reply properly to this query, it would be not only necessary to demonstrate the usefulness of commercial statistics, which have become at the present time as it were the guide to exchange between the nations, but also to look back to the exhaustive discussions which the study of this problem has brought forth at our Congresses at Milan and Prague. It seems to us, however, superfluous to review these discussions, to examine the numerous reports which preceded them, all of which have demonstrated beyond any question the indispensability to the world's commerce of a solution of the highly complex problem of international customs statistics.

The draft of the resolution adopted unanimously by the Second Congress of Chambers of Commerce, held at Milan in 1906, and Prague in 1908, to "instigate, through the action of the commercial associations, an international understanding for the establishment of customs statistics in all countries, according to a uniform classification of merchandise," was received with favor

X-HF 294
.I65
1912

3 6
Copy 8
47

#13

CONGRÈS INTERNATIONAUX

des

CHAMBRES DE COMMERCE

et des

Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU CINQUIÈME CONGRÈS, BOSTON, 1912

MÉMOIRE

Présenté par

CHARLES S. HAIGHT
New York City

Connaissements directs à ordre, Législation et autres moyens pour rendre leur système plus efficace

Sommaire.

On ne saurait exagérer l'importance du connaissement direct à ordre. Les trente-quatre principales nations commerciales du monde exportent aujourd'hui leurs marchandises à raison de $2,500,000 par mois environ, ou $57,500 par minute. Deux conditions sont essentielles pour assurer la sécurité d'un connaissement à ordre: (1) Il doit lier l'entrepreneur de transports ou son agent qui l'a issu, que les marchandises aient été reçues ou non, quand il a passé dans les mains d'un acheteur de bonne foi; (2) il doit être protégé contre falsificateurs.

La première condition est remplie par la loi de tous les pays, excepté la Grande Bretagne et ses colonies, et les Etats-Unis. La manière de voir ces pays est considérée comme erronée dans son principe, et il est nécessaire qu'elle soit corrigée par la législation. Cette législation pour opérer cette correction est maintenant à l'étude devant le Congrès Américain.

La seconde condition ne peut être remplie par aucune législation, et il est seulement possible de l'obtenir par une coopération générale entre les expéditeurs, les entrepreneurs de transportation, les banquiers et les consignataires. Dans le commerce du coton Américain, protection contre falsification a été obtenue par une semblable coopération sous la conduite de la Conférence de Liverpool sur les Connaissements à ordre. Explica

X-HF 294
.I65
1912

3 6 8 47
Copy
#14

CONGRÈS INTERNATIONAL

des

CHAMBRES DE COMMERCE

et des

Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATION DU CINQUIÈME CONGRÈS, BOSTON, 1912

MÉMOIRE

Présenté par

WILBUR J. CARR, ESQ.
Directeur du Service Consulaire des États-Unis D'Amérique

UTILITÉ D'UNE ACTION INTERNATIONALE UNIFORME EN CE QUI CONCERNE LES FACTURES PARAPHÉES PAR LE CONSUL.

Il existe à l'heure actuelle une tendence universelle vers la simplification des méthodes par lesquelles les nations sont en relation les unes avec les autres, vers l'économie du travail et des capitaux, et vers l'accord mutuel comme base des relations tant politiques que commerciales. Les nations, de même que les individus, deviennent de plus en plus solidaires les unes des autres, et, par des unions et des bureaux internationaux et d'autres moyens, cherchent à faire disparaître peu à peu les causes de désaccord et de dépenses inutiles, ainsi que les obstacles s'opposant à une plus complète liberté des relations tant politiques que commerciales. D'une façon ou d'une autre, on est arrivé à obtenir la publication systématique et la distribution des tarifs douaniers de toutes les nations, des statistiques de l'agriculture, des poids et mesures, l'uniformité des réglements pour la prévention des collisions en mer, des mesures sanitaires et des réglements concernant la quarantaine, et beaucoûp d'autres matières encore. Il semble qu'il serait aussi de la plus grande utilité d'assurer la réglementation uniforme d'autres matières importantes: le recensement et les statistiques commerciales, les conditions requises par les réglements douaniers et les documents

X-HF 294
.I65
1912

3 6 6 47
Copy

#15

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES
Chambres de Commerce
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATION DU CINQUIÈME CONGRÈS, BOSTON, 1912

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ PAR
Professeur IRVING FISHER
Université d'Yale

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA VIE CHÈRE

SOMMAIRE

Les hommes d'affaires du monde entier ont un intérêt vital dans le problème du renchérissement du coût de la vie. La hausse et la baisse des prix, les crises et les dépressions sont les manifestations de convulsions de la puissance d'achat de la monnaie. Le temps doit venir où les hommes d'affaires demanderont une unité de puissance d'achat invariable comme ils ont déjà demandé une unité invariable de longueur, de poids, d'énergie, d'électricité, etc. Les hommes d'affaires sont particulièrement intéressés dans le projet d'une enquête internationale sur le coût de la vie. Ce projet a reçu l'approbation des principaux journaux financiers et commerciaux, des associations et des individus les plus éminents de la finance et du commerce. Il a été recommandé par le Président Taft dans un message spécial au Congrès, et un projet de loi a été passé par le Sénat des États-Unis et viendra devant la Chambre au mois de décembre pour autoriser le Président à réunir une conférence internationale sur le coût de la vie.

Cette conférence étudiera les méthodes de perfectionner nos connaissances au sujet du coût actuel de l'existence dans les divers pays, les causes qui ont augmenté ce coût et les remèdes qui peuvent être appliqués.

Parmi les remèdes proposés contre l'instabilité de la puissance d'achat

X-HF 294
.I65
1912

#16

INTERNATIONAL CONGRESS
of
CHAMBERS OF COMMERCE
and
Commercial and Industrial Associations

PUBLICATIONS OF THE Vth CONGRESS, BOSTON, 1912

ENGLISH TRANSLATION

of the memoir addressed on the 20th of May 1912

BY

DIE AELTESTEN DER KAUFMANNSCHAFT VON BERLIN

to the Chancellor of the German Empire

OBJECT :

International Court of Arbitration for disputes between private persons and foreign Governments.

The inadequacy of the present state of the law on the subject of disputes between private persons and foreign Governments induced us to submit on the 30th of September 1910, to the Chancellor of the Empire, a memoir setting forth the proposal to create an *Independent International Court for disputes between private persons and foreign States.*

In the first place our memoir demonstrated that the means at the present time are not sufficient to protect private persons who appeal to the law in opposition to foreign Governments.

Over and above the trouble and difficulty of taking action abroad, giving rise to *a suit against a foreign state before its courts*, and which might be much reduced by the creation of an international tribunal, it must be remembered that, in the first place, the disputes between

X-HF 294
.I65
1912

#17

CONGRÈS INTERNATIONAUX

des

CHAMBRES DE COMMERCE

et des

Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU Ve CONGRÈS, BOSTON, 1912

TRADUCTION FRANÇAISE

du Mémoire adressé le 20 mai 1912

PAR

DIE AELTESTEN DER KAUFMANNSCHAFT VON BERLIN

au Chancelier de l'Empire allemand

OBJET :

Tribunal international d'arbitrage pour différends entre particuliers et États étrangers.

L'insuffisance de l'état actuel du droit en ce qui concerne les différends entre particuliers et États étrangers nous ont amenés à soumettre, le 30 septembre 1910, à M. le Chancelier de l'Empire un mémoire contenant la proposition de créer un *Tribunal international indépendant pour différends entre particuliers et États étrangers.*

Notre mémoire exposait d'abord que les moyens dont on dispose aujourd'hui ne suffisent pas pour protéger les particuliers qui invoquent un droit vis-à-vis des gouvernements étrangers.

Outre les difficultés et inconvénients d'une procédure à l'étranger, auxquels donne lieu *une action contre un État étranger devant ses tribunaux,* et qui pourraient être diminués de beaucoup par la création d'un tribunal international, on doit considérer en premier lieu

X-HF 294
.I65
1912

#18

3
Copy

INTERNATIONAL CONGRESSES
of
CHAMBERS OF COMMERCE
and of
Commercial and Industrial Associations

PUBLICATIONS OF THE FIFTH CONGRESS, BOSTON, 1912

REPORT

PRESENTED BY

WILBUR J. CARR, ESQ.
Director of the American Consular Service

THE DESIRABILITY OF INTERNATIONAL UNIFORMITY OF ACTION IN THE MATTER OF CONSULAR INVOICES.

The tendency everywhere today is towards simplification of the methods by which relations are carried on between nations and individuals, toward economy of effort and of financial outlay, toward mutual understanding as a basis of political as well as commercial intercourse. Nations as well as individuals are steadily becoming more and more dependent upon one another, and through international unions and bureaus and in other ways are seeking to clear away, one by one, the causes of misunderstanding and of needless expense, and the obstacles to more complete freedom of intercourse, both political and commercial. In one way or another provision has been made for the systematic publication and distribution of customs tariffs of all nations, of agricultural statistics, of weights and measures, uniformity of rules for prevention of collisions at sea, sanitary and quarantine regulations, and many other matters. Other important subjects in regard to which there would seem to be great need of uniform requirements are census and commercial statistics, technical require-

X- HF 294
.I65
1912

3
Chamb...
6
6
47

#19

INTERNATIONAL CONGRESSES
of
CHAMBERS OF COMMERCE
and of
Commercial and Industrial Associations

PUBLICATIONS OF THE FIFTH CONGRESS, BOSTON, 1912

REPORT

PRESENTED BY

CHARLES S. HAIGHT, ESQ.

NEW YORK CITY

THROUGH-ORDER-NOTIFY BILLS OF LADING—LEGISLATION AND OTHER MEANS FOR MAKING THE SYSTEM MORE EFFECTIVE.

SUMMARY

The importance of through bills of lading can hardly be exaggerated. The thirty-four leading commercial countries of the world are today exporting their merchandise at the rate of about $2,500,000 per month, or $57,500 per minute. There are two absolute essentials to a safe bill of lading: (1) it must be binding upon the carrier whose agent has issued it, whether the goods have been received or not, after it has passed into the hands of an innocent purchaser; (2) it must be protected against forgery.

The first essential is satisfied by the law of all countries, except that of Great Britain and her Colonies, and the United States. The decisions of those countries are considered unsound, on principle, and legislation is necessary to correct them. Correct legislation is now before the American Congress.

The second essential cannot be supplied by any legislation, and is only obtainable by general co-operation between shippers, carriers, bankers and consignees. In the American cotton trade safety against forgery has been obtained by such co-operation under the leadership of the Liverpool Cotton Bills of Lading Conference Committee. The safeguards of the "Cotton Bills of Lading Central Bureau" described. The continuous and energetic support of these safeguards is necessary to avoid a recurrence of past evils and is the obvious duty of the commercial world. The system can then be extended to other trades should the need arise.

REPORT.

To enlarge upon the importance of through export bills of lading before

X-HF 294
.I65
1912

3 6
6
Cam 47

#20

INTERNATIONAL CONGRESSES

of

CHAMBERS OF COMMERCE

and of

Commercial and Industrial Associations

PUBLICATIONS OF THE FIFTH CONGRESS, BOSTON, 1912

REPORT

PRESENTED BY

PROFESSOR IRVING FISHER
Yale University

AN INTERNATIONAL CONFERENCE REGARDING THE COST OF LIVING.

SUMMARY

Business men throughout the world have a vital interest in the problem of the rising cost of living. Rising and falling prices, crises and depression represent convulsions in the purchasing power of money. The time must come when business men will demand a stable unit of purchasing power just as they have already demanded a stable unit of length, of weight, of energy, of electricity, etc. Business men are particularly interested in the plan for an international inquiry on the cost of living. This project has the endorsement of the leading financial and business journals, organizations and individuals. It has been recommended by President Taft in a special message to Congress, and a bill has passed the Senate of the United States and will come before the House in December to authorize the President to call an International Conference on the Cost of Living.

This conference will consider methods of improving our knowledge as to the actual cost of living in various countries, as to the causes which have increased this cost, and as to the remedies which may be applied.

X- HF 294
.I65
1912

#21

INTERNATIONALE KONGRESSE
der
Handelskammern
und der
kaufmännischen und industriellen Vereine.

V. Kongress, Boston 1912.

Vereinheitlichung des Scheckrechts.

BERICHT
der Herren
Prof. Dr. **Apt** (Berlin) und Dr. **Trumpler** (Frankfurt a. M.).

1. Geschichtlicher Überblick über die Bestrebungen zur Vereinheitlichung des Scheckrechts.*)

Bei der engen Verwandtschaft von Scheck und Wechsel erklärt es sich, dass die im vorigen Jahrhundert auf die Vereinheitlichung des Wechselrechts gerichteten Bestrebungen auch den Scheck in ihren Bereich zogen. Den Beginn machte das Institut de Droit International. In seiner Sitzung vom September 1882 wurde eine Kommission eingesetzt, welche der Münchener Tagung von 1883 neben den Grundsätzen über ein einheitliches Wechselgesetz die Prinzipien für die Unifikation des Rechts des Schecks und anderer begebbarer Titel

*) Für die folgende Darstellung dienten u. a. als Grundlage: Walter Conrad: „Handbuch des deutschen Scheckrechts unter Berücksichtigung der ausländischen Gesetzgebung“ (Stuttgart, Ferdinand Enke, 1908) und das Werk „Weltscheckrecht“, welches Geheimer Justizrat Dr. Felix Meyer im Auftrage der Ältesten der Kaufmannschaft von Berlin im Verlage von Franz Vahlen (Berlin) demnächst erscheinen lässt; ferner Dr. Hans Trumpler: „Systematische rechtsvergleichende Darstellung des Scheckrechts aller Kulturvölker“, zu dem 5. Internationalen Handelskammerkongress in Boston überreicht von der Handelskammer Frankfurt a. M. (Berlin, R. v. Deckers Verlag).

X-HF 294
.I65
1912

#22

FIFTH INTERNATIONAL CONGRESS

of

CHAMBERS OF COMMERCE

and

Commercial and Industrial Associations

BOSTON. MASSACHUSETTS, U. S. A.

SEPTEMBER, 23-30, 1912

PROGRAM OF EVENTS

OFFICIAL HEADQUARTERS, COPLEY-PLAZA HOTEL

It is of utmost importance that every delegate should register at the official headquarters promptly upon his arrival in Boston.

Official headquarters and a Bureau of Information will be opened at the Copley-Plaza Hotel at noon on Sunday, September 22nd, 1912. Delegates will find at the official headquarters, representatives of the various Boston committees, and a corps of secretaries and interpreters entirely at their disposal. Delegates who have not been informed as to their hotel reservations should apply promptly at the Bureau of Information.

MONDAY, SEPTEMBER TWENTY-THREE

During the day the delegates will be made welcome and will be aided in locating in their hotel rooms by the various members of the Boston Committees. The Boston Chamber of Commerce is earnestly solicitous that every delegate should make the largest possible use of the members of the Chamber of Commerce and all the working forces at the official headquarters. The delegates must not hesitate to make their wants known, as the members of the Boston Chamber of Commerce are anxious to do all in their power to make the visit of the delegates to Boston entirely enjoyable.

At six o'clock the members of the Permanent Committee will meet at dinner with the members of the Boston Executive Committee.

X- HF 294
.I65
1912

3 6 6 47

#23

INTERNATIONAL CONGRESSES
of
CHAMBERS OF COMMERCE
and of
Commercial and Industrial Associations

PUBLICATIONS OF THE FIFTH CONGRESS, BOSTON, 1912

REPORT

BY

Prof. Dr. Apt of Berlin and
Dr. Trumpler of Frankfort-on-Main

THE UNIFICATION OF LEGISLATION RELATING TO CHECKS.

1. Historical Review of the Attempts toward Unification of Legislation relating to Checks.*

With the close relationship between checks and bills of exchange it is easy to understand that the efforts made during the preceding century for the unification of legislation relating to bills of exchange were also likewise extended to checks. A beginning was made by the Institut de Droit International. At its session in September 1882 a commission was appointed which reported to the Munich meeting, in addition to the principles for a uniform legislation affecting bills of exchange, on the principles for the unification of legislation relating to checks and other negotiable instruments. In view of the absence of the reporter, lawyer Norsa of Milan, the report was not discussed. At the following session, at Brussels in September 1885, as a portion of a draft for a uniform law on bills of exchange a proposal for uniform check legislation was likewise submitted. Even the preliminary discussion, however, demonstrated that the views on these matters differed widely; Professor Asser of Amsterdam criticized especially the tendency shown in the draft towards merging the check with credit instruments. His motion, which was supported by the English lawyer Thomas Barclay, to make check legislation the subject of special study at a later session, was adopted.

In the same month the International Congress of Commercial Law, convoked at Antwerp, occupied itself with the subject. In the draft of a uniform law relating to drafts was inserted an article referring to the instruments un-

* Among other authorities for this paper were: Walter Conrad, "Handbuch des deutschen Scheckrechts under Berucksichtigung der ausiandischen Gesetzgebung," (Manual of German Check Law with Reference to Foreign Legislation) Stuttgart, Ferdinand Enke, 1908; "Weltscheckrecht" (International Check Law) which Privy Councillor Dr. Felix Meyer is about to publish under the auspices of the "Altesten der Kaufmannschaft von Berlin" through publisher Franz Vahlen, Berlin; also Dr. Hans Trumpler, "Systematische rechtsvergleichende Darstellung des Scheckrechts aller Kulturvolker" (Systematic Comparative Exposition of the Check Laws in all Civilized Countries) submitted to the Fifth International Congress of Chambers of Commerce at Boston by the Chamber of Commerce of Frankfort-on-Main, (published by R. v. Deckers Verlag, Berlin).

X- HF 294
.I65
1912

#24

INTERNATIONAL CONGRESSES

of

CHAMBERS OF COMMERCE

and of

Commercial and Industrial Associations

PUBLICATIONS OF THE FIFTH CONGRESS, BOSTON, 1912

REPORT

BY

DIE AELTESTEN DER KAUFMANNSCHAFT VON BERLIN

to the Chancellor of the German Empire

To be presented in their belief

DR. MAX, APT.

SUBJECT: INTERNATIONAL COURT OF ARBITRATION FOR DISPUTES BETWEEN PRIVATE PERSONS AND FOREIGN GOVERNMENTS.

The inadequacy of the present state of the law on the subject of disputes between private persons and foreign Governments induced us to submit on the 30th of September 1910, to the Chancellor of the Empire, a memoir setting forth the proposal to create an Independent International Court for disputes between private persons and foreign States.

In the first place our memoir demonstrated that the means at the present time are not sufficient to protect private persons who appeal to the law in opposition to foreign Governments.

Over and above the trouble and difficulty of taking action abroad, giving rise to a suit against a foreign state before its courts, and which might be much reduced by the creation of an international tribunal, it must be remembered that, in the first place, the disputes between a private person and an indebted state have uniformly a very high object. It may also involve very difficult and complicated questions as to international civil law and the law of nations. The judicial institutions of all countries do not always allow us to look with certainty for a just verdict. The national judges having only in rare instances been able to acquire sufficient knowledge of points still ill-defined, are not always in a position to give proper judgment at the trials in question. For instance the well known case of Hellfeld, in which several millions were involved, laid bare a great void (in the existing state of the law) namely that a tribunal sitting in the far East was able to give a final decision without making adequate use of resources literary or otherwise (Fischer in the Publication of the Economic Association of Central Europe in Germany,

X-HF 294
.I65
1912

3 6 8 47
Copy

#25

FIFTH INTERNATIONAL CONGRESS

of

CHAMBERS OF COMMERCE

and

Commercial and Industrial Associations

BOSTON, U. S. A.

SEPTEMBER 23 TO 30, 1912

HOTEL RESERVATIONS OF DELEGATES

ARGENTINA

Rosario de Santa Fe—Chamber of Commerce

1. Thomas A. Eddy, Copley-Plaza.
2. F. G. Marty, Copley-Plaza.

Tucuman—Bolsa Comercio

3. Ing. Washington Rapelli.

AUSTRIA-HUNGARY

AUSTRIA

Official Delegate Appointed by Government

1. Dr. Leonard Hochdorf, Copley-Plaza.

Brünn—Chamber of Commerce and Industry

2. Dr. Robert Mayer, Brunswick.
3. Paul M. Samek, Brunswick.

Czernowitz—Chamber of Commerce and Industry

4. Wilhelm Tittinger, Lenox.

Eger—Chamber of Commerce and Industry

5. Wilhelm Keller, Copley-Plaza.
6. Karl Wacker.

X-HF 294
.I65
1912

#26

FIFTH INTERNATIONAL CONGRESS

of

CHAMBERS OF COMMERCE

and

Commercial and Industrial Associations

BOSTON, U. S. A.

SEPTEMBER 23 TO 30, 1912

LIST OF DELEGATES

ARGENTINA

Rosario de Santa Fe—Chamber of Commerce

1. Thomas A. Eddy, Vice-President of American Trading Company of New York.
2. F. C. Marty, Agar, Cross & Cia.

Tucuman—Bolsa Comercio

3. Ing. Washington Rapelli.

AUSTRIA-HUNGARY

AUSTRIA

Official Delegate Appointed by Government

1. Dr. Leonard Hochdorf, Postgasse 10, Vienna I. Secretary to the Austrian Ministry of Commerce.

Brünn—Chamber of Commerce and Industry

2. Dr. Robert Mayer, Secretary of the Chamber of Commerce and Industry and of the Wool Manufacturers' Association of Brünn.
3. Paul M. Samek, Factory Director.

Czernowitz—Chamber of Commerce and Industry

4. Wilhelm Tittinger, President of the Chamber of Commerce and Industry.

X- HF 294
.I65
1912

#27

3 Copy 6 8 47

Internationaler Handelskammerkongress in Boston

und

Reise durch die Vereinigten Staaten von Amerika.

Vortrag

gehalten am 20. Februar 1913

in der Vollversammlung des Deutschen Handelstags

von

Dr. Soetbeer,

Generalsekretär des Deutschen Handelstags.

Druck von Liebheit & Thiesen in Berlin C.

CH X-HF 294
.I65
1914

#28

COMMERCIAL ARBITRATION

under the auspices of

The American Chamber of Commerce in Paris[1]

ARBITRAGE COMMERCIAL SOUS LES AUSPICES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE AMERICAINE DE PARIS[2]

(English Text)

RULES AND REGULATIONS GOVERNING COMMERCIAL ARBITRATION UNDER THE AUSPICES OF THE AMERICAN CHAMBER OF COMMERCE IN PARIS, ADOPTED JUNE 26th, 1912.

1. Arbitration may take place either between members or between a member or members and a person or persons not members of the Chamber.

2. The President shall, at the beginning of each year, appoint as arbitrators, not less than twelve or more than fifty members of the Chamber; and in making such appointment of arbitrators he shall select them as far as possible from among the various occupations represented by the membership, except that lawyers shall not be eligible. The disputants may, however, choose any other members of the Chamber as arbitrators.

3. Each one of the two parties to the dispute shall select an arbitrator as aforesaid, and if these arbitrators cannot agree, they shall themselves nominate a third arbitrator, who shall likewise be a member of the Chamber, and who shall have the casting vote in the decision.

If the two arbitrators chosen by the parties cannot agree upon the third arbitrator, such third arbitrator shall be appointed by the President of the Chamber.

In the case of three arbitrators, the decision rendered and signed by two shall be binding and have the same effect as if it had been signed by all the arbitrators.

(1) Reprinted from Bulletins Nos 104 and 105 of June and July, 1912.
(2) Voir texte français p. 4.

X-HF 294
.I65
1914
3 6 6 47
Copy
#29

COMITÉ PERMANENT DES CONGRÈS INTERNATIONAUX

DES CHAMBRES DE COMMERCE

ET DES ASSOCIATIONS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES

10, rue de la Tribune, **BRUXELLES**

NOMS ET ADRESSES DE MM. LES DÉLÉGUÉS (d'après les pouvoirs notifiés jusqu'au 25 août 1912).

ALLEMAGNE

EFFECTIFS :

MM. J. ANDREAE, Geheimer Kommerzienrat, Président de la Chambre de commerce, 59, Neue Mainzerstrasse, **Frankfurt-am-Main.**

Dr Jos. KAEMPF, Président du *Deutschen Reichstag*, Président du *Deutschen Handelstag*, Président des *Aeltesten der Kaufmannschaft von Berlin*, 8, Hohenzollernstrasse, **Berlin, W 10.**

OTTO MUENSTERBERG, Kommerzienrat, Membre du Vorsteheramt der Kaufmannschaft, **Danzig.**

SUPPLÉANTS :

MM. Dr LOUIS RAVENE, Geheimer Kommerzienrat, Vice-président de la Chambre de commerce, 10, Margaretenstrasse, **Berlin, W 10.**

HERMANN ROBINOW, Handelskammer, **Hamburg.**

Dr SOETBEER, Secrétaire général du *Deutschen Handelstag*, 53-54, Neue Friedrichstrasse, **Berlin, C 2.**

AUTRICHE

EFFECTIFS :

MM. Dr MAX VON TAYENTHAL, Premier secrétaire de la Chambre de commerce et d'industrie de Vienne, Conseiller du Gouvernement, Conseiller commercial I. et R., **Vienne.**

X-HF 294
.I65
1914

#30

3
Cop.
6
6
47

COMITÉ PERMANENT DES CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES ASSOCIATIONS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES

Réunion du vendredi 28 juin 1912.

BRUXELLES, rue de la Tribune, 10.

Présidence de M. CANON-LEGRAND, président.

La séance est ouverte à 2 h. 25 m.

Sont présents :

Pour l'Allemagne : MM. Andreae et Soetbeer ;
— la Belgique : MM. Canon-Legrand et Eug. Allard ;
— les États-Unis d'Amérique : M. Taussig ;
— la France : MM. Ch. Legrand et D. Bodden ;
— l'Italie : M. Valdissera représentant M. Salmoiraghi ;
— le Luxembourg : M. Sevenig ;
— les Pays-Bas : MM. de Stoppelaar, Roosegaarde Bisschop et de Clercq ;
— la Suisse : MM. Gugelmann et Georg ;

et M. E. Jottrand, secrétaire général.

M. le Président. — Messieurs, je vous souhaite à tous la bienvenue. Je vous remercie d'avoir bien voulu venir à Bruxelles pour assister à la réunion de notre Comité permanent.

Certain d'être votre interprète à tous, j'adresse des remerciements spéciaux à M. Taussig qui a traversé l'Atlantique pour assister à notre réunion et y être le trait d'union entre nos amis d'Amérique et nous. (*Marques unanimes d'assentiment.*)

X-HF 294
.I65
1914

3 Copy 6 6 47

#31

VEREIN GEGEN DAS BESTECHUNGSUNWESEN E. V.

September 1st 1913.

REPORT

by the German League against bribery to the International Congress of Chambers of Commerce and Commercial and Industrial Associations.

One of the most serious evils in commerce is the corruption or bribery that has appeared to a constantly increasing extent particularly in countries with highly developed commerce, and which has assumed such dimensions that an effective campaign against it is necessary.

The evil is international. This cannot be denied by any who take part in the world's commerce or by any who follow the reports in the press on these matters. In recent times numerous cases of bribery of a sensational character have been reported from various countries.

The keenness of competition which has set in everywhere and which progressively develops has undoubtedly contributed to this state of affairs. A salesman hard pressed by competition is tempted no longer to restrict his competition to the quality and price of his goods, but to adopt the underhand, unfair, and deplorable means of bribery to gain or retain the business which some competitor is striving for, so that he may in this way easily defeat his opponent in the battle of competition. This course of procedure is by no means limited to single cases but is more widely extended than is generally assumed. In several countries and in several lines of business the system of bribery has become so widely spread that the statement has often been made that it is impossible to do business without bribery.

If this evil is not opposed and its extension hindered it is to be feared that gradually the whole course of commerce will be demoralised and commercial life as a whole will suffer severe damage.

The feeling that honesty and respectability are essential in commercial life disappears more and more. Goods become considerably dearer, for the sums spent on bribery are calculated into the price and at the

X- HF 294
.I65
1914

#32

VEREIN GEGEN DAS BESTECHUNGSUNWESEN E. V.

3 6 6 47 Copy

1. September 1913.

EINGABE

an den Internationalen Kongress der Handelskammern und Wirtschaftlichen Vereine.

Eine der bedenklichsten Erscheinungen im Handelsverkehr ist das Bestechungs- oder Schmiergelderunwesen, das namentlich in Ländern mit entwickeltem Wirtschaftsleben in stets zunehmendem Masse auftritt und einen Umfang angenommen hat, der wirksame Gegenmassnahmen fordert.

Dass das Unwesen eine internationale Erscheinung ist, kann von allen denen, die im Weltverkehr stehen oder die Berichte der Presse daraufhin aufmerksam verfolgen, nicht geleugnet werden. Gerade in letzter Zeit häufen sich die Nachrichten aus verschiedenen Ländern über aufsehenerregende Bestechungsfälle.

In erster Linie ist es die Verschärfung des Konkurrenzkampfes, welche überall eingesetzt und in ihrer fortschreitenden Entwicklung dazu geführt hat, dass sich die in diesem Kampf bedrängten Verkäufer nicht mehr darauf beschränkten, lediglich mit Preis und Qualität ihrer Waren zu konkurrieren, sondern dazu übergingen, die von einem Konkurrenten bestrittenen Geschäfte sich durch das ebenso hinterlistige als unlautere und verwerfliche Mittel der Bestechung zu verschaffen oder zu erhalten, um dadurch auf bequeme Art den Gegner im Konkurrenzkampf zu schlagen. Diese Art des Vorgehens ist keineswegs auf einzelne Fälle beschränkt, sondern weiter verbreitet, als man dies vermuten sollte. In manchen Ländern und in manchen Branchen hat das Bestechungsunwesen bereits einen solchen Umfang angenommen, dass vielfach die Behauptung vertreten wird, man könne dort ohne zu schmieren überhaupt Handelsgeschäfte nicht machen.

Wird diesem Uebel und seiner Ausbreitung nicht entgegengetreten, so wird eine allmähliche Demoralisierung des ganzen Handelsverkehrs

X-HF 294
.I65
1914

#33

VEREIN GEGEN DAS BESTECHUNGSUNWESEN E. V.

le 1er septembre 1913.

3
Cary
6
47

MÉMOIRE

adressé au Congrès International des Chambres de Commerce et des Associations Commerciales et Industrielles par la Société allemande contre les manœuvres corruptives en matière commerciale.

Parmi les plaies du commerce de nos jours, il faut relever spécialement les pratiques de corruption qui se sont développées, notamment dans les pays à vie industrielle et commerciale intense, au point d'appeler impérieusement la répression. Le peuple, dans son honnêteté instinctive, a caractérisé l'action, par la locution « graisser la patte », comme il appelle « pot-de-vin » le prix de l'indélicatesse.

Quiconque est en relations avec les divers pays du globe, quiconque suit cette matière dans les journaux, sait pertinemment que le mal est international. Encore récemment des cas scandaleux de corruption ont été découverts de divers côtés.

Sous la pression de la concurrence toujours plus acharnée, le vendeur en quête d'affaires a cessé de lutter par la seule qualité de ses produits et par des prix avantageux, il a trouvé plus commode d'éliminer le concurrent plus scrupuleux en achetant la conscience de celui chargé des achats. Nous ne parlons point de cas isolés; le mal est plus général qu'on ne pense. En certains pays, en certaines branches du commerce et de l'industrie, l'abus est devenu un système, de sorte que l'on y rencontre la théorie que les affaires seraient impossibles autrement.

Non réprimé, le mal minerait lentement toute honnêteté et délicatesse commerciales; sa répercussion s'exercerait fatalement sur toute la vie économique, car les produits renchériraient, puisque dans son prix de revient le corrupteur doit faire la part de la dépense, leur qualité souffrirait, car on se rabattrait sur les matières premières inférieures. Le vendeur qui se sert de ces moyens malhonnêtes aide à rendre impossible la concurrence loyale, base de tout commerce sain.

C'est donc une tâche d'intérêt national pour chaque État civilisé que de réprimer la corruption.

X-HF 294
.I65
1914

3 6 6 47
Copy

#34.

COMITÉ PERMANENT
DES CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
ASSOCIATIONS COMMERCIALES
ET INDUSTRIELLES

Réunion du Lundi 5 Mai 1913

au local 10, rue de la Tribune

à BRUXELLES

MONS
IMPRIMERIE LÉON DEQUESNE
1913

X- HF 294
.I65
1914

#35

VEREIN GEGEN DAS BESTECHUNGSUNWESEN E.V.
Fernsprecher Amt Steinplatz 8380 Berlin-Charlottenburg 4, Kantstraße 129

1. September 1913.

3 6
Copy 6
47

Eingabe

an den

Internationalen Kongreß der Handelskammern und Wirtschaftlichen Vereine.

Eine der bedenklichsten Erscheinungen im Handelsverkehr ist das Bestechungs- oder Schmiergelderunwesen, das namentlich in Ländern mit entwickeltem Wirtschaftsleben in stets zunehmendem Maße auftritt und einen Umfang angenommen hat, der wirksame Gegenmaßnahmen fordert.

Daß das Unwesen eine internationale Erscheinung ist, kann von allen denen, die im Weltverkehr stehen oder die Berichte der Presse daraufhin aufmerksam verfolgen, nicht geleugnet werden. Gerade in letzter Zeit häufen sich die Nachrichten aus verschiedenen Ländern über aufsehenerregende Bestechungsfälle.

In erster Linie ist es die Verschärfung des Konkurrenzkampfes, welche überall eingesetzt und in ihrer fortschreitenden Entwicklung dazu geführt hat, daß sich die in diesem Kampf bedrängten Verkäufer nicht mehr darauf beschränkten, lediglich mit Preis und Qualität ihrer Waren zu konkurrieren, sondern dazu übergingen, die von einem Konkurrenten bestrittenen Geschäfte sich durch das ebenso hinterlistige als unlautere und verwerfliche Mittel der Bestechung zu verschaffen oder zu erhalten, um dadurch auf bequeme Art den Gegner im Konkurrenzkampf zu schlagen. Diese Art des Vorgehens ist keineswegs auf einzelne Fälle beschränkt, sondern weiter verbreitet, als man dies vermuten sollte. In manchen Ländern und in manchen Branchen hat das Bestechungsunwesen bereits einen solchen Umfang angenommen, daß vielfach die Behauptung vertreten wird, man könne dort ohne zu schmieren überhaupt Handelsgeschäfte nicht machen.

Wird diesem Übel und seiner Ausbreitung nicht entgegengetreten, so wird eine allmähliche Demoralisierung des ganzen Handelsverkehrs und eine schwere Schädigung des gesamten Wirtschaftslebens nicht ausbleiben.

Das Gefühl für Ehrlichkeit und Anstand im Geschäftsleben schwindet mehr und mehr; die Waren werden durch Einkalkulierung der Bestechungssummen in den Preis erheblich verteuert und durch Verarbeitung minderwertigen Materials verschlechtert. Der Verkäufer, welcher Bestechungsgelder gibt, handelt gegen die Grundsätze eines ehrbaren Kaufmanns und zerstört den soliden und lauteren Wettbewerb, der die Grundlage jedes gesunden Handelsverkehrs bildet.

Es liegt daher in erster Linie im nationalen Interesse jedes Kulturstaates, Bestechungen zu bekämpfen.

Wie die Erfahrungen in einer Reihe von Ländern gelehrt haben, ist die Voraussetzung für die Aufnahme des schwierigen Kampfes die Schaffung einer besonderen gesetzlichen Strafbestimmung gegen Bestechung. Ohne eine solche müssen alle Mittel der Selbsthilfe versagen. Allerdings wird auch durch ein Strafgesetz das Übel ebensowenig völlig beseitigt, als die bestehenden Strafgesetze die von ihnen bedrohten Verbrechen aus der Welt zu schaffen vermochten. Aber es kann keinem Zweifel unterliegen, daß allein schon die abschreckende Wirkung des Gesetzes bei der Unterdrückung des Übels von größter Bedeutung ist.

Durch das Strafgesetz wird die Verwerflichkeit der Handlung zum Bewußtsein gebracht und das Ehrgefühl geschärft. Der Bestechende kann sich nicht mehr auf die allgemeine Übung

X- HF 294
.I65
1914

#36

VEREIN GEGEN DAS BESTECHUNGSUNWESEN E.V.
Fernsprecher Amt Steinplatz 8380
Berlin-Charlottenburg 4, Kantstraße 129

le 1er Septembre 1913.

MÉMOIRE

adressé au Congrès International des Chambres de Commerce et des Associations Commerciales et Industrielles par la Société allemande contre les manoeuvres corruptives en matière commerciale.

Parmi les plaies du commerce de nos jours il faut relever spécialement les pratiques de corruption qui se sont développées, notamment dans les pays à vie industrielle et commerciale intense, au point d'appeler impérieusement la répression. Le peuple, dans son honnêteté instinctive, a caractérisé l'action, par la locution „graisser la patte", comme il appelle „pot-de-vin" le prix de l'indélicatesse.

Quiconque est en relations avec les divers pays du globe, quiconque suit cette matière dans les journaux, sait pertinemment que le mal est international. Encore récemment des cas scandaleux de corruption ont été découverts de divers côtés.

Sous la pression de la concurrence toujours plus acharnée, le vendeur en quête d'affaires a cessé de lutter par la seule qualité de ses produits et par des prix avantageux, il a trouvé plus commode d'éliminer le concurrent plus scrupuleux, en achetant la conscience de celui chargé des achats. Nous ne parlons point de cas isolés; le mal est plus général qu'on ne pense. En certains pays, en certaines branches du commerce et de l'industrie, l'abus est devenu un système, de sorte que l'on y rencontre la théorie que les affaires seraient impossibles autrement.

Non réprimé, le mal minerait lentement toute honnêteté et délicatesse commerciales; sa répercussion s'exercerait fatalement sur toute la vie économique, car les produits renchériraient, puisque dans son prix de revient le corrupteur doit faire la part de la dépense, leur qualité souffrirait, car on se rabattrait sur les matières premières inférieures. Le vendeur qui se sert de ces moyens malhonnêtes, aide à rendre impossible la concurrence loyale, base de tout commerce sain.

C'est donc une tâche d'intérêt national pour chaque état civilisé que de réprimer la corruption.

Or, la condition primordiale pour la réussite, est l'existence d'une loi punissant tant la corruption que la vénalité. Sans une telle arme les initiatives privées resteraient vaines. Certes, la loi n'extirperait pas le mal, pas plus que les lois criminelles n'empêchent le crime, mais son effet moral serait énorme, la peur du gendarme étant le commencement de la sagesse.

La loi stigmatise le délit et relève la conception de l'honneur. Le corrupteur ne pourra donc plus se retrancher derrière l'usage établi, d'immorale son action devient répréhensible; l'effet est analogue sur celui qui sollicite ou accepte d'être corrompu.

La question a d'ailleurs aussi un intérêt international, car la lutte serait inégale sur le marché mondial si de deux états rivaux l'un punissait, l'autre tolérait les manœuvres corruptives. Le commerçant sujet du premier, respectueux des lois de son pays, trouverait souvent porte close à

X-HF 294
.I65
1914

E A

3
Copy

6
6
47

COMITÉ PERMANENT
DES CONGRÈS INTERNATIONAUX DES CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES ASSOCIATIONS COMMERCIALES & INDUSTRIELLES

#37

6e CONGRÈS, PARIS, 1914

Traduction anglaise et traduction allemande de la RÉSOLUTION proposée par M. le Dr. L. VARJASSY, rapporteur sur la 4e question :

POSTAL CHEQUES AND INTERNATIONAL POSTAL TRANSFERS.

POTSCHEEKS UND INTERNATIONALE POSTUBERWEISUNGEN.

Texte Anglais.

The Paris International Congress of the Chambers of Commerce and Commercial and Industrial Associations consider it desirable :

1. That in the countries where public transfer-institutions do not exist until now, they should be created as soon as possible ;

2. That national transfer institutions may contract agreements not only with each other, but also with private institutions, in order to liquidate the international cheque-and transference-traffic. We consider it important, because we thus see it assured that international transfer will spread to a great extent, and especially do we consider it important for those countries, which do not intend establishing national transfer institutions in the near future, as their financial institutions are developing in other directions.

APPENDIX E A

Enclosure accompanying Report from the American Consulate General at Paris, France, dated July 26, 1914, File No 500, on the subject of the Sixth International Congress of Chambers of Commerce.

X-HF 294
.I65
1914

#38

Comité permanent des
Congrès internationaux des Chambres de Commerce
et des Associations commerciales et industrielles.

CONGRÈS DE PARIS (Juin 1914)

RAPPORT

en réponse à la 3e question de l'Ordre du Jour du Congrès :

De l'Unification des Législations relatives à la procédure d'arbitrage pour régler les litiges entre citoyens de pays différents,

par l'Association des Anciens Elèves
de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Paris

Dans une matière comme celle de l'arbitrage, où non seulement les dispositions législatives, mais encore les tendances traditionnelles des peuples sont aussi variées, il faut se garder de vouloir unifier les diverses législations trop brusquement et d'ensemble. Le réformateur risquerait de n'aboutir à aucun résultat pratique.

Il a semblé à l'Association que je représente qu'il fallait demander au Congrès plutôt une décision susceptible d'exécution, qu'un vœu purement platonique.

Il ne nous est pas interdit de souhaiter l'unification des diverses législations existantes sur l'habilitation des étrangers aux fonctions d'arbitre, l'exequatur des sentences arbitrales sans révision au fond et enfin la validité de la clause compromissoire. Mais cette dernière question, à elle seule, suffirait à retarder, pendant de longues années

X-HF 294
.I65
1914
3
Class
47
#139

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU VI^e CONGRÈS, PARIS, 1914

RAPPORT

EN RÉPONSE
A LA 5^e QUESTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS :

Unification of the laws relating to warrants with a view to facilitating, extending and guaranteeing credit against goods,

BY

Henri A. RAU
Vice-President
AND
Jean FONTAINAS
Member of the Council of the Belgian Chamber of Commerce in Paris.

THE WARRANT AGAINST GOODS.

The object of the warrant is to enable a trader to negotiate a loan against goods under conditions which afford the maximum of security to the lender whilst at the same time enabling him to negotiate in turn with another lender for a loan on the security of the goods against which he himself has advanced money.

The legislation relating to warrants varies considerably between one

X-HF 294
.I65
1914

3 Copy 47

#40

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU VIe CONGRÈS, PARIS, 1914

BERICHT

Antwort auf die 5. Frage der Tagesordnung des Kongresses :

Die Vereinheitlichung der Gesetze über die Warrants, um den Waren-Kredit zu erleichtern, auszubreiten und möglichst sicher zu stellen,

VON

Henri-A. RAU
Vize-Präsident

UND

Jean FONTAINAS
Komitee-Mitglied der belgischen Handelskammer in Paris.

N. B. — Warrants Formulare sind dem französischen Original-Bericht beigefügt.

DER WARRANT AUF WAREN.

Der Zweck des Warrant besteht darin, die Anleihe auf Waren unter Bedingungen zu gestatten, welche dem Verleiher die grösste Sicherheit gewähren, indem sie ihm gleichzeitig gestatten, sich des von dem Leiher erhaltenen Pfandes zu bedienen, um seinerseits von einem neuen Verleiher Geld zu erhalten.

X-HF 294
.I65
1914

#141

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU VI^e CONGRÈS, PARIS, 1914

3
Copy
6
8
47

RAPPORT

EN RÉPONSE
A LA 7^e QUESTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS :

De l'utilité d'une action internationale contre la Concurrence déloyale, dans le sens des législations existantes

—

Présenté au nom de la *Chambre française de commerce et d'industrie de Bruxelles*
PAR
M. VIEL
Trésorier de cette Association.

LA CONCURRENCE DÉLOYALE ET LA CONTREFAÇON

La concurrence déloyale s'exerce principalement dans la pratique de la contrefaçon.

Par la contrefaçon, on prive de son légitime profit celui qui a obtenu, par une disposition nouvelle et ingénieuse, un appareil ou un produit, celui qui, par l'excellence d'une préparation, par une présentation heureuse, par une publicité intense et coûteuse, par la qualité d'une fabrication, a réussi à entourer un objet d'une réputation et

X-HF 294
.I65
1914

3 Copy 6 6 47

#142

Internationaler Kongress der Handelskammern
und der kaufmännischen und industriellen Vereine

KONGRESS IN PARIS

am 8. Juni 1914 und den folgenden Tagen.

TAGESORDNUNG :

welche vom ständigen Komitee in der Sitzung vom 23. März 1914 endgültig festgesetzt worden ist

A. X-HF 294 .I65 1914 V #43

COMITÉ PERMANENT
DES CONGRÈS INTERNATIONAUX DES CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES ASSOCIATIONS COMMERCIALES & INDUSTRIELLES
10, RUE DE LA TRIBUNE BRUXELLES

Copy 47

Noms et Adresses de MM. les Membres du Comité

(d'après les pouvoirs notifiés jusqu'au 15 février 1914)

ALLEMAGNE

EFFECTIFS :

MM. J. ANDREAE, Geheimer Kommerzienrat, Président de la Chambre de commerce, 59, Neue Mainzerstrasse, **Frankfurt-am-Main.**

Dr JOH. KAEMPF, Président du *Deutscher Reichstag*, Président du *Deutscher Handelstag*, Président des *Aeltesten der Kaufmannschaft von Berlin*, 8, Hohenzollernstrasse, **Berlin, W 10.**

OTTO MUENSTERBERG, Kommerzienrat, Membre du *Vorsteheramt der Kaufmannschaft*, **Danzig.**

SUPPLÉANTS :

MM. H. EDM. BOHLEN, Président de la Chambre de commerce, **Hamburg.**

Dr LOUIS RAVENÉ, Geheimer Kommerzienrat, Vice-Président de la Chambre de commerce, 10, Margaretenstrasse, **Berlin, W 10.**

Dr SOETBEER, Secrétaire général du *Deutscher Handelstag*, 53-56, Neue Friedrichstrasse, **Berlin, C 2.**

AUTRICHE

EFFECTIFS ;

MM. Dr MAX VON TAYENTHAL, Regierungsrat, premier Secrétaire de la Chambre de commerce de **Vienne.**

Dr RUDOLF HOTOWETZ, Regierungsrat, Secrétaire de la Chambre de commerce de **Prague.**

Dr FRITZ CARUS, premier Secrétaire de la Chambre de commerce de **Reichenberg.**

SUPPLÉANTS :

MM. Dr FRIEDRICH MADER, Secrétaire de la Chambre de commerce d'**Innsbrück.**

ARTHUR KUFFLER, Vice-Président du *Zentral Verband der Industriellen Oesterreichs*, à **Vienne.**

Dr HANS CHUDACZEK, Secrétaire de la Chambre de commerce d'**Eger.**

H. X-HF 294 .I65 1914
3 Corr 6 6 47
#44

COMITÉ PERMANENT
DES CONGRÈS INTERNATIONAUX DES CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES ASSOCIATIONS COMMERCIALES & INDUSTRIELLES
10, RUE DE LA TRIBUNE, BRUXELLES

SOUS-COMITÉ DE LA CONCURRENCE DÉLOYALE

RAPPORT

discuté et voté en séances du 3 et du 4 mai à Paris, pour être soumis à l'approbation du Comité Permanent en vue des délibérations du Congrès de Paris.

L'Utilité d'une action internationale contre la concurrence déloyale, dans le sens des législations existantes.

Le Comité — chargé par le Comité Permanent, 1° de faire un rapport sur la question citée ci-dessus et indiquée dans l'ordre du jour du 6e Congrès international à Paris, et 2° de préparer un résumé complet pouvant servir de base aux discussions du Congrès — a étudié minutieusement, non seulement les rapports qui jusqu'ici sont parvenus au Comité Permanent, mais aussi la question en général dans son sens le plus compréhensif.

Cette question est très vaste. La concurrence déloyale se manifeste de différentes façons et par des actes répréhensibles très

X-HF 294
.I65
1914

#45

3
6
6
47

Denkschrift

über die Früherlegung der Stunden im Sommer.

Verfasst von

Dr. v. Böttinger (Elberfeld),
Geh. Regierungsrat, Mitglied des preussischen Herrenhauses.

Dem vom 8. bis zum 13. Juni 1914 in Paris stattfindenden Internationalen Kongress der Handelskammern und der kaufmännischen und industriellen Vereine vorgelegt vom

Deutschen Handelstag.

Berlin, April 1914.
Druck von Liebheit & Thiesen, Niederwallstrasse 15.

X-HF 294
.I65
1914

3
Copy
6
6
47

#46

Internationaler Kongress der Handelskammern & der kaufmännischen und industriellen Vereine.

BERICHTE DES VI. KONGRESSES
PARIS 1914.

BERICHT
über die 10. Frage der Tagesordnung " Die 24 Stunden-Einteilung „

VON

Dr. Alf. GEORG

Mitglied des ständigen Komitees für die Schweiz, Präsident der Handelskammer in Genf.

Die schweizerische Vereinigung für Handel und Industrie ist kürzlich über die Nützlichkeit der Verallgemeinerung der 24 Stunden-Einteilung im Eisenbahn, Post- und Telegraphen-Betriebe befragt worden.

Sie hat bei ihren Abteilungen eine Rundfrage veranlasst, um deren Meinung über diesen Punkt kennen zu lernen. Die ihr zugegangenen Antworten haben festzustellen gestattet, dass die grosse Mehrheit der Vertreter des Handels und der schweizerischen Industrien der Adoption der 24 Stunden-Einteilung günstig sind.

Die Bundesregierung soll ebenfalls geneigt sein, diese Reform zu verwirklichen, wenn sie nicht die Unannehmlichkeiten fürchtete, die aus der Tatsache entstehen könnten, dass zwei von vier

V

DEPARTMENT OF COMMERCE OF THE UNITED STATES OF AMERICA

3 6 6 47 Copy

X-HF 294
.I65
1914

#47

Le dernier Congrès des Chambres de Commerce

Le sixième Congrès international des Chambres de Commerce vient de se réunir à Paris et dans d'autres villes de France, du 8 au 25 juin dernier et cette dernière session a affirmé une nouvelle fois le succès grandissant de cette institution qui a été fondée à Liège en 1905 et a tenu ses réunions ultérieures à Milan, à Prague, à Londres et à Boston.

Le Congrès de Paris a réuni 2.100 adhérents: c'est l'assistance la plus nombreuse que des Congrès aient jamais recueillie à Paris. Trente-un gouvernements s'y sont fait officiellement représenter. L'assistance comprenait, pour ne citer que quelques notabilités : M. Kaempf, président du Deutscher Handelstag et du Deutscher Reichstag ; M. Dove, vice-président du Reichstag ; lord Desborough, président du Conseil impérial britannique de Commerce, siégeant à Londres ; sir Algernon F. Firth, Bt., président de l'Association des Chambres de Commerce de la Grande Bretagne, trois autres pairs de la Chambre des Lords et plusieurs membres de la Chambre des Communes ; M. Emmanuel Nobel, de Saint-Pétersbourg, vice président de l'Association de l'industrie et du commerce de la Russie, M. Timiriazev, ancien ministre, plusieurs sénateurs d'Espagne et d'Italie, dont le président des Chambres de Commerce italiennes, le président de la Chambre de Commerce de Vienne, le président de la Fédération des Chambres de Commerce des Etats-Unis et une nombreuse délégation américaine, etc , etc.

L'ouverture solennelle en Sorbonne devant 3.500 personnes fut prestigieuse.

X-HF 294
.I65
1914

3
6
6
47

#48

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles

CONGRÈS DE PARIS

— 8 JUIN 1914 & JOURS SUIVANTS —

ORDRE DU JOUR

arrêté définitivement par le Comité permanent

en séance du 23 mars 1914

X-HF 294
.I65
1914

#49

3 6 6 47
Copy

COMITÉ PERMANENT
des Congrès internationaux des Chambres de commerce
et des Associations commerciales et industrielles
10, RUE DE LA TRIBUNE BRUXELLES

Liége 1905
Milan 1906
Prague 1908
Londres 1910
Boston 1912
Paris - 1914

CONGRÈS DE PARIS

8 JUIN 1914

Bruxelles, le 20 décembre 1913.

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous engager à participer au prochain Congrès, qui aura lieu à Paris, le 8 juin et jours suivants.

Le programme de nos travaux, provisoirement arrêté par le Comité, est reproduit à la suite de la présente invitation : il est suivi du règlement de nos Congrès, ainsi que des résolutions votées à Boston.

Nous espérons que vous voudrez bien collaborer à nos travaux.

Nous serons reçus par la Chambre de commerce de Paris, dont nous vous transmettons la cordiale invitation reproduite plus loin. Notre séance d'ouverture est dès à présent fixée au lundi 8 juin 1914, probablement à dix heures, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

La Chambre de commerce de Lyon, et probablement aussi d'autres Chambres de commerce de France, espèrent nous recevoir aussitôt après la clôture des travaux du Congrès. Les invitations qui suivent vous éclaireront dès à présent à ce sujet.

Ces invitations s'étendent aux dames qui accompagneraient des Congressistes.

C M
X-HF 294
.I65
1914
#50

Chamber of Commerce of the State of New York.

Report of the Committee

on

Commercial Arbitration

Submitted at the

One-hundred and Forty-sixth Annual Meeting

of the

New York Chamber of Commerce

HELD MAY 7, 1914.

APPENDIX C M

Enclosure accompanying Report from the American Consulate General at Paris, France, dated July 26, 1914, File No 500, on the subject of the Sixth International Congress of Chambers of Commerce.

C.B.
TEXTE ANGLAIS
ET TRADUCTION FRANÇAISE

X-HF 294
.I65
1914
#51

CONGRÈS INTERNATIONAL

DES

CHAMBRES DE COMMERCE

ET DES

Associations Commerciales et Industrielles

PARIS, JUIN 1914

RAPPORT

EN RÉPONSE

à la question de l'Arbitrage commercial international

PAR Charles L. BERNHEIMER

Chairman of the Committee on Arbitration, (Chamber of Commerce of the State of New York) This report was received and adopted by the Chamber.

The spread of the idea of Commercial Arbitration is most encouraging to your Committee. Out of informal and occasional arbitration of individual disputes, there have sprung carefully organized systems of mercantile arbitration under the auspices of Chambers of Commerce. There is now developing another and still greater conception — that of the arbitration of disputes between merchants living in different countries in such a way that a decision rendered in one country would be accepted and upheld in another. At the Fifth International Congress of Chambers of Commerce, MR. EUGENIUS H OUTERBRIDGE, at the request of your Committee, took

APPENDIX C-B

Enclosure accompanying Report from the American Consulate General at Paris, France, dated July 26, 1914, File No 500, on the subject of the Sixth International Congress of Chambers of Commerce.

X-HF 294
.I65
1914
#152

TEXTE ANGLAIS
ET TRADUCTION FRANÇAISE

CONGRÈS INTERNATIONAL
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles
PARIS, JUIN 1914

RAPPORT

EN RÉPONSE

à la question de l'Arbitrage commercial international

PAR **Charles L. BERNHEIMER**

Chairman of the Committee on Arbitration, (Chamber of Commerce of the State of New York) This report was received and adopted by the Chamber.

The spread of the idea of Commercial Arbitration is most encouraging to your Committee. Out of informal and occasional arbitration of individual disputes, there have sprung carefully organized systems of mercantile arbitration under the auspices of Chambers of Commerce. There is now developing another and still greater conception — that of the arbitration of disputes between merchants living in different countries in such a way that a decision rendered in one country would be accepted and upheld in another. At the Fifth International Congress of Chambers of Commerce, MR. EUGENIUS H OUTERBRIDGE, at the request of your Committee, took

X-HF 294
.I65
1914

6e Congrès International des Chambres de Commerce
et des
Associations Commerciales et Industrielles
Paris 8 Juin 1914

#53

3 6
Copy 6
47

De l'utilité d'une Action Internationale contre la Concurrence déloyale dans le sens des législations existantes

RAPPORT

présenté au nom de l'Association des anciens élèves de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales

par

M. René DEPUICHAULT

Docteur en droit

APPENDIX H2

Enclosure accompanying Report from the American Consulate General at Paris, France, dated July 26, 1914, File No 500, on the subject of the Sixth International Congress of Chambers of Commerce.

Liége
Imprimerie Vaillant-Carmanne, S. A.
1914

X-HF 294
.I65
1914

#54

6e Congrès International des Chambres de Commerce
et des
Associations Commerciales et Industrielles
Paris 6 Juin 1914

3
6
6
17

De l'utilité d'une Action Internationale contre la Concurrence déloyale dans le sens des législations existantes

RAPPORT

présenté au nom de l'Association des anciens élèves de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales

PAR

M. René DEPUICHAULT

Docteur en droit

Ancien élève diplômé de la dite école

LIÉGE
IMPRIMERIE VAILLANT-CARMANNE, S. A.
1914

X-HF 294
.I65
1914

#55

6e Congrès International des Chambres de Commerce
et des
Associations Commerciales et Industrielles
Paris 9 Juin 1914

3
6
6
47

RAPPORT DU BUREAU

AU CONGRÈS DE PARIS

(8 juin 1914)

Sur la suite donnée aux résolutions des précédents Congrès, notamment dans les questions de la fixité de la date de Pâques, de la réforme du calendrier, des statistiques douanières et du penny postage.

Ce rapport est destiné à faire connaître à nos nouveaux affiliés les principales questions qui ont retenu l'attention des précédents Congrès.

LIÈGE
Imprimerie H. VAILLANT-CARMANNE (S. A.)
4, Place Saint-Michel, 4
1914

X-HF 294
.I65
1914

#56

6e Congrès International des Chambres de Commerce
et des
Associations Commerciales et Industrielles
Paris 8 Juin 1914

3 6 6 47
Copy

RAPPORT

Déposé par Monsieur J. RYZIGER
Membre du Comité Central
de la Chambre de Commerce de Bruxelles

En réponse à la 3e Question de l'Ordre du Jour du Congrès :

De l'Utilité d'une Action Internationale contre la Concurrence déloyale dans le sens des législations existantes.

Liège
Imprimerie Vaillant-Carmanne, S. A.
1914

H A
X-HF 294
.I65
1914

Bribery and Corruption

#57

REPORT

PRESENTED BY THE SECRET COMMISSIONS AND BRIBERY PREVENTION LEAGUE, INCORPORATED

REPORTER:

R. M. LEONARD.

APPENDIX H A

Enclosure accompanying Report from the American Consulate General at Paris, France, dated July 26, 1914, File No 500, on the subject of the Sixth International Congress of Chambers of Commerce.

LIÉGE
IMPRIMERIE H. VAILLANT-CARMANNE
(Société Anonyme)
4, Place Saint-Michel, 4

1914

HE X-HF 294
.I65
1914

3 6 6 47
Copy

#58

SIXIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL

DES

CHAMBRES DE COMMERCE

ET DES

Associations Commerciales et Industrielles

PARIS, JUIN 1914

MÉMOIRE

TOUCHANT LA 7e QUESTION

INSCRITE A L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS :

DE L'UTILITÉ D'UNE ACTION INTERNATIONALE CONTRE LA CONCURRENCE DÉLOYALE, DANS LE SENS DES LÉGISLATIONS EXISTANTES.

Die internationale Regelung des unlauteren Wettbewerbes.

Referat des Handelskammersekretärs :
Eugen LENDVAI (Temesvar)

APPENDIX HE

Enclosure accompanying Report from the American Consulate General at Paris, France, dated July 26, 1914, File No 500, on the subject of the Sixth International Congress of Chambers of Commerce.

X-HF 294
.I65
1914

3 6
Cerr 6
47

#159

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU VIe CONGRÈS, PARIS 1914

RAPPORT

EN RÉPONSE
A LA 4e QUESTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS :

« De l'unification des lois sur les Warrants en vue de faciliter, d'étendre et de mieux garantir le crédit sur marchandises. »

PAR

M. Henri A. RAU Vice-président
et M. Jean FONTAINAS, Membre du Comité
de la Chambre de Commerce Belge de Paris.

X-HF-294
.I65
1914
#60

COMITÉ PERMANENT

des Congrès Internationaux des Chambres de Commerce
et des Associations Commerciales et Industrielles

BRUXELLES, 10, Rue de la Tribune

3 Copy 6 6 47

SOUS-COMITÉ DU RÈGLEMENT

CRÉÉ LE 23 MARS 1914

et réuni en Séance, à Bruxelles, le lendemain 24 mars

COMPTE-RENDU STÉNOGRAPHIQUE DE SES DÉBATS

BRUXELLES
IMPRIMERIE DENIS BODDEN
82, boulevard du Hainaut

1914

C N.
X-HF 294
.I65
1914
#161

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES CHAMBRES DE COMMERCE ET DES ASSOCIATIONS
COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES

Paris, Juin 1914.

NOTES
résumées sur la question de l'Arbitrage en droit privé international

PAR LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL
Roberto POZZI

X-HF 294
.I65
1914

3 Copy 6 6 47 #62

CONGRÈS INTERNATIONAUX

DES

CHAMBRES DE COMMERCE

ET DES

Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU VI^e CONGRÈS. PARIS 1914

RAPPORT

SUR LA 10^e QUESTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS,

l'horaire de 24 heures,

par M. le D^r Alf. GEORG,

Membre du Comité permanent pour la Suisse.

Président de la Chambre de Commerce de Genève.

X-HF 294
.I65
1914

3 6 6 47
Copy

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles

#63

PUBLICATIONS DU VIe CONGRÈS, PARIS, 1914

TEXTE FRANÇAIS

RAPPORT

EN RÉPONSE
A LA 9e QUESTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS :

DE
L'AVANCEMENT DES HEURES DU JOUR PENDANT LES MOIS D'ÉTÉ

PAR

STANLEY MACHIN
Vice-Président de la Chambre de commerce de Londres,
Chairman du Conseil Impérial du commerce

ET

WILLIAM WILLETT
Auteur, dans le Royaume Uni,
du plan d'action tendant à mieux employer la lumière du jour

X-HF 294
.I65
1914

#164

CONGRÈS INTERNATIONAUX

DES

CHAMBRES DE COMMERCE

ET DES

Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU VI^e^ CONGRÈS, PARIS 1914

RAPPORT

EN RÉPONSE A LA 3^e^ QUESTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS

" De l'Unification des Législations relatives à la procédure d'Arbitrage pour régler les litiges entre citoyens de pays différents. „

PRÉSENTÉ AU NOM DE LA CHAMBRE FRANÇAISE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BRUXELLES

PAR

MM. SAILLY, Secrétaire et DUCHÉ, Membre du Comité.

X-HF 294
.I65
1914

#165

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES CHAMBRES DE COMMERCE ET DES ASSOCIATIONS
COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES

CONGRES DE PARIS

Juin 1914

RAPPORT

sur l'avancement des heures

pendant les mois d'été

RÉDIGÉ PAR

Dr. v. BÖTTINGER (Elberfeld)

Geh. Regierungsrat, Membre de la Chambre des Seigneurs de Prusse

PRÉSENTÉ PAR LE

DEUTSCHER HANDELSTAG

La **lumière** est bien, pour l'humanité, le don le plus précieux du Créateur. Que les rayons bienfaisants du soleil descendent sur nous, aussitôt règne la joie, les soucis pèsent moins lourdement et nous sentons renaître nos forces pour la lutte de la vie Le soleil et l'air pur constituent la meilleure sauvegarde contre la maladie toujours menaçante et les armes les plus sûres pour la combattre. L'aveugle même ressent la différence entre la clarté et l'obscurité : la première l'égaie, la seconde l'assombrit.

X-HF 294
.I65
1914

3 Copy 6 6 17 #66

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU VIe CONGRÈS, PARIS, 1914

TEXTE ANGLAIS

RAPPORT

EN RÉPONSE

A LA 8e QUESTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS :

RÉSERVES D'OR
POUR CONJURER LES PANIQUES FINANCIÈRES

PAR

F. FAITHFULL BEGG
Membre du Comité permanent pour la Grande-Bretagne
Président du Conseil
de la Chambre de commerce de Londres.

X-HF 294
.I65
1914

H67

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU VI^e CONGRÈS, PARIS, 1914

TEXTE ALLEMAND

BERICHT

Antwort
auf die 8. Frage der Tagesordnung des Kongresses :

GOLD-RESERVEN
zur
Vorbeugung von finanziellen Paniken

VON

F. FAITHFULL BEGG
Mitglied des ständigen Komitees für Gross-Britannien
Vorsitzender der Handelskammer in London

X-HF 294
.I65
1914

3 6 6 47

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles

#68

PUBLICATIONS DU VI^e CONGRÈS, PARIS, 1914

TEXTE FRANÇAIS

RAPPORT

EN RÉPONSE

A LA 7^e QUESTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS :

De l'utilité d'une action internationale contre la concurrence déloyale, dans le sens des législations existantes

PAR

Lucien COQUET

Avocat,

Secrétaire général du Comité du commerce français avec l'Allemagne

X-HF 294
.I65
1914

#69

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU VI^e CONGRÈS, PARIS, 1914

TEXTE FRANÇAIS

3
Copy
6
6
17

RAPPORT

EN RÉPONSE

A LA 7^e QUESTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS :

RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE DE LA CONCURRENCE DÉLOYALE

PAR

Eugène LENDVAI
Secrétaire de la Chambre de commerce de Temesvar

X-HF 294
.I65
1914

#170

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU VIe CONGRÈS, PARIS 1914

RAPPORT

EN RÉPONSE

A LA 3e QUESTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS :

De l'unification des législations relatives à la procédure d'arbitrage pour régler les litiges entre citoyens de pays différents.

L'arbitrage en droit privé international

PAR

Roberto POZZI

Ce rapport a été officiellement accepté et présenté au Comité permanent par la Fédération Internationale des Associations Patronales des Filateurs et Manufacturiers de Coton.

C. X-HF 294
.I65
1914
#71

INTERNATIONAL CONGRESS
OF THE
CHAMBER OF COMMERCE
AND OF THE
Commercial and Industrial Association

PARIS - June 1914

Summary Notes on the Theme

# of PRIVATE INTERNATIONAL ARBITRATION

by the Relater General

ROBERTO POZZI

APPENDIX C

Enclosure accompanying Report from the American Consulate General at Paris, France, dated July 26, 1914, File No 500, on the subject of the Sixth International Congress of Chambers of Commerce.

X-HF 294
.I65
1914

3
Copy 1
6
6
47
#72

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU VI^e CONGRÈS, PARIS, 1914

Report of the Sub-Committee appointed to examine the question of the Cheque

WHICH MET IN LONDON IN MAY 1913
AND IN BRUSSELS ON THE 21st. MARCH 1914
ADRESSED
TO THE PERMANENT COMMITTEE OF THE CONGRESS
AND THE PARIS CONGRESS, JUNE 1914

BRUXELLES
HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE
Rue de Louvain, 112
1914

X-HF 294
.I65
1914

3
COPY

6
6
47

#73

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU VIe CONGRÈS, PARIS, 1914

RAPPORT
DU
SOUS-COMITÉ DU CHÈQUE

RÉUNI A LONDRES EN MAI 1913
ET A BRUXELLES LE 21 MARS 1914

ADRESSÉ

AU COMITÉ PERMANENT DES CONGRÈS
ET AU CONGRÈS DE PARIS DU 8 JUIN 1914

BRUXELLES
HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE
Rue de Louvain, 112
1914

X-HF 294
.I65
1914

3 6 6 47 Court #174

International Congress of Chambers of Commerce and Commercial and Industrial Associations.

PARIS CONGRESS

8th June 1914 and following days

PROGRAMME

Definitely fixed by the Permanent Committee at their meeting held on the 23rd March 1914

X-HF 294
.I65
1914

3
Copy

6
5
47

H75

CONGRÈS INTERNATIONAUX
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles

PUBLICATIONS DU VI^e CONGRÈS, PARIS, 1914

BERICHT

des Scheck-Unterkomitees, erstattet in dessen Versammlungen zu London im Mai 1913 und zu Brüssel am 21 März 1914 an das Dauerkomitee des Kongresses und an den Pariser Kongress vom Juni 1914.

BRÜSSEL
HAYEZ, DRUCKER DER BELGISCHEN KÖNIGLICHEN AKADEMIE
rue de Louvain, 112.
1914

G. X-HF 294 .I65 1914

#176

3 Copy 47

COMITÉ PERMANENT
DES
CONGRÈS INTERNATIONAUX DES CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
ASSOCIATIONS COMMERCIALES & INDUSTRIELLES
10, RUE DE LA TRIBUNE, BRUXELLES

RÈGLEMENT ACTUEL DES CONGRÈS

VOTÉ A MILAN EN 1906

ET

NOUVEAU RÈGLEMENT

ÉLABORÉ ET

VOTÉ EN SOUS-COMITÉ, LE 24 MARS 1914

pour être soumis au Congrès de Paris

(REDACTION EN ALLEMAND, ANGLAIS ET FRANÇAIS)

(Voyez le texte du Bureau, page 10)

APPENDIX G

Enclosure accompanying Report from the American Consulate General at Paris, France, dated July 26, 1914, File No 500, on the subject of the Sixth International Congress of Chambers of Commerce.

MONS
IMPRIMERIE LÉON DEQUESNE
1914

C E X-HF 294
.I65
1914

#77

CHAMBRE SYNDICALE

DES

GRAINS ET FARINES ET DE LA MEUNERIE DE PARIS

(Grains, Graines, Farines, Issues et Légumes secs)

DE L'UNIFICATION DES LÉGISLATIONS

RELATIVES A LA

Procédure d'Arbitrage

pour régler les litiges entre Citoyens

de Pays différents

RAPPORT

présenté par M. Léon COLLIN

(PARIS, MAI 1914)

APPENDIX C E

Enclosure accompanying Report from the American Consulate General at Paris, France, dated July 26, 1914, File No 500, on the subject of the Sixth International Congress of Chambers of Commerce.

X-HF 294
.I65
1914

#78

COMITÉ PERMANENT

DES

CONGRÈS INTERNATIONAUX DES CHAMBRES DE COMMERCE

ET DES

ASSOCIATIONS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES

3
6
6
47

RÉUNION

DU LUNDI 23 MARS 1914

RUE DE LA TRIBUNE, 10, A BRUXELLES

BRUXELLES

HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADEMIE ROYALE DE BELGIQUE

Rue de Louvain, 112

—

1914

X- HF 294
.I65
1914

6
8
47

#79

SIXIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL

DES

CHAMBRES DE COMMERCE

et des Associations Commerciales et Industrielles

PARIS, JUIN 1914

Chèques et Virements Postaux Internationaux

RAPPORT

SUR LA 4e QUESTION DE L'ORDRE DU JOUR

présenté par M. le Dr. Louis VARJASSY

Secrétaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Arad (Hongrie)

Annex 2
X-HF 294
.I65
1914
#80
3
Copy
6
6
47

VI^e CONGRÈS INTERNATIONAL

DES

CHAMBRES DE COMMERCE

ET DES

Associations Commerciales et Industrielles

(PARIS — 8, 9 ET 10 JUIN)

Compte-rendu sommaire des débats

MONS
IMPRIMERIE LÉON DEQUESNE
1914

N
X-HF 294
.I65
1914
#81
3 Copy 6 6 47

VI^e CONGRÈS INTERNATIONAL
DES
CHAMBRES DE COMMERCE
ET DES
Associations Commerciales et Industrielles
(PARIS — JUIN 1914)

Création d'un timbre de douane à appliquer sur les envois par la poste

RAPPORT

présenté par la Chambre de Commerce de Paris

RAPPORTEUR : **M. G. FERMÉ**

(**18 février 1914**)

La Chambre de Commerce de Paris a été saisie, récemment, d'un projet élaboré par la Direction générale des Douanes françaises et ayant pour objet la création d'un « timbre de douane ».

En vertu de la Convention postale universelle du 26 mai 1906, les objets prohibés ou passibles de droits de douane ne peuvent être importés par la voie de la poste. Les objets de l'espèce admis à tort à l'expédition doivent, en conséquence, être renvoyés au timbre d'origine.

Ladite Convention reconnaît, toutefois, aux Administrations des pays de destination le droit d'en disposer autrement, en conformité de leur réglementation intérieure.

F.A.
X-HF 294
.I65
1914

3 6 6 47

#82

APPENDIX
Enclosure accompanying Report from the American Consulate General at Paris, France, dated July 26, 1914, File No 500, on the subject of the Sixth International Congress of Chambers of Commerce.

VI^e CONGRÈS INTERNATIONAL

DES

CHAMBRES DE COMMERCE

ET DES

Associations Commerciales et Industrielles

PARIS — JUIN 1914

De l'unification des lois sur les warrants en vue de faciliter, d'étendre et de mieux garantir le crédit sur marchandises.

RAPPORT

présenté par la Chambre de Commerce de Paris

RAPPORTEUR : **M. HENRY**

(29 avril 1914)

Le Comité permanent des Congrès internationaux des Chambres de Commerce et des Associations commerciales et industrielles a mis à l'ordre du jour du prochain Congrès la question de l'unification des lois qui régissent les warrants et les modifications à apporter à ces lois en vue de faciliter, d'étendre et de mieux garantir le crédit sur marchandises.

Les législations françaises et étrangères présentent effectivement des différences essentielles, et il n'y a aucun doute que certaines modalités, qu'un long usage a consacrées dans quelques pays, viendraient donner, là où elles seraient appliquées, un large développement à l'utile auxiliaire du commerce qu'est le warrant.

En France, le crédit sur marchandises est entièrement régi par la loi du 28 mai 1858, qui a remplacé les décrets rendus en 1848

X- HF 294
.I65
1914

Déposé le 20 décembre 1913

CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS

#183

CONGRÈS INTERNATIONAL DES CHAMBRES DE COMMERCE

et des

ASSOCIATIONS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES EN 1914

DE L'UTILITÉ D'UNE ACTION INTERNATIONALE CONTRE LA CONCURRENCE DÉLOYALE

DANS LE SENS DES LÉGISLATIONS EXISTANTES

Rapport présenté, au nom de la Commission de Législation commerciale et industrielle,

PAR M. MAX LECLERC, et dont les conclusions ont été adoptées par la Chambre de Commerce de Paris le 21 janvier 1914

I

MESSIEURS,

« Une action internationale contre la concurrence déloyale » pourrait-elle être utile? Serait-elle possible « dans le sens des législations existantes »?

La question a été résolue, au moins provisoirement, par les Conventions de Paris (20 mars 1883), de Bruxelles (14 décembre 1900) et de Washington (2 juin 1911), — qui ont créé, puis modifié le régime d'Union pour la protection internationale de la propriété industrielle.

La Convention de Paris (1883) disait, dans son article 2 :

Les sujets ou citoyens de chacun des États contractants jouiront, dans tous les autres États de l'Union, en ce qui concerne les brevets d'invention, les dessins ou modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce et le nom commercial, des avantages que les lois respectives

PA
X-HF 294
.I65
1914

Déposé le 20 décembre 1913.

#184

CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS

8 6 17

CONGRÈS INTERNATIONAL DES CHAMBRES DE COMMERCE

et des

ASSOCIATIONS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES

(PARIS — JUIN 1914.)

PROJET D'ÉTUDE COMPARATIVE

DES

POLICES D'ASSURANCES EN TRAFIC INTERNATIONAL

A TITRE DOCUMENTAIRE ET EN VUE D'AMÉLIORER LEUR RÉDACTION

Rapport présenté, au nom de la Commission de Législation commerciale et industrielle,

PAR M. MATIGNON

et dont les conclusions ont été adoptées par la Chambre de Commerce de Paris le 22 janvier 1914

MESSIEURS,

Dans sa séance du 5 mai 1913, le Comité permanent des Congrès internationaux des Chambres de Commerce et des Associations commerciales et industrielles a décidé de mettre à l'ordre du jour du Congrès de 1914 un projet d'étude comparative des polices d'assurances, en trafic international, à titre documentaire et en vue d'améliorer leur rédaction.

Nous aurions quelque difficulté à comprendre la portée exacte de cette résolution, si la discussion qui l'a précédée n'avait précisé le but poursuivi.

X-HF 294
.I65
1914

H85

3 Copy 6 8 47

ITINERARY OF AMERICAN DELEGATES

ATTENDING

SIXTH INTERNATIONAL CONGRESS OF CHAMBERS OF COMMERCE

PARIS, JUNE, 1914

SAILING FROM BOSTON

At the request of some of the American Delegates who intend to be present at the Sixth Congress, to be held in Paris, beginning June 8, 1914, the Boston Chamber of Commerce has undertaken to arrange a tentative itinerary. It was the desire of many of the delegates to sail from America in the same ship, and thus have an opportunity to become acquainted with each other and with the questions which are to be discussed at the Paris Congress.

British Delegates to the last International Congress, held in Boston in 1912, were desirous that the American Delegates arrange to spend a few days in England on the way to Paris. This invitation supplements an otherwise unusual and attractive program.

The Paris Organizing Committee has arranged an excellent program of festivities, visits and trips about Paris during the week of the Official Sessions of the Congress. This is followed by a two weeks' tour through many of the most interesting cities of France, concluding with a visit to the Alps.

X-HF 294
.I65
1914

#186

Handelskammer zu Berlin.

Berlin, im Mai 1914.

Unification de la législation en matière d'arbitrage pour le règlement des différends entre les ressortissants de divers Etats.

Sur ce point de l'ordre du jour du Congrès international des Chambres de commerce, convoqué à Paris en 1914, nous avons à observer ce qui suit:

L'applicabilité de la juridiction d'arbitrage aux différends ayant un caractère international a été dans les derniers temps l'objet de nombreuses discussions. Les différends de ce genre embrassent trois catégories qu'il y a lieu de distinguer en principe.

I.

Différends des Etats entre eux.

Il s'agit ici de problèmes de droit international dont la solution doit être exclusivement réservée aux traités réciproques entre les Etats civilisés. Une réunion de délégations commerciales, telle que le Congrès international des Chambres de commerce, se bornera donc à exprimer l'espoir que les litiges qui surgissent entre les nations se règlent de plus en plus par la voie pacifique, la paix étant la base de la prospérité des échanges matériels de peuple à peuple. Dans ce sens on peut adhérer à la résolution votée à Boston par le dernier Congrès international des Chambres de commerce. C'est à l'organisation de la Fédération universelle, fondée par les Conférences de la Haye, qu'il appartient de réaliser l'idée d'une extension progressive de la juridiction arbitrale aux conflits entre les nations. Conformément à l'acte de la première Conférence de La Haye, il existe un tribunal permanent d'arbitrage, auquel est adjoint un Bureau international sous le contrôle d'un Conseil d'administration. Ce tribunal permanent, dont le siège est à La Haye, a en sa qualité d'organe des puissances signataires, prévenu déjà le recours à l'explication armée par les sentences qu'il a rendues dans un certain nombre de conflits en partie assez graves. L'organisation créée en 1899 a été élargie à la deuxième conférence de La Haye. Au lieu de 26 Etats qui avaient pris part à la première conférence, la seconde en a réuni 45, qui ont à l'unanimité acquiescé à la nouvelle rédaction de la convention d'arbitrage. Néanmoins la deuxième conférence n'a pas non plus réussi à dépouiller le tribunal de son caractère facultatif et à établir l'arbitrage forcé. D'après ce qui a été dit plus haut, il ne semble pas que le Congrès international des Chambres de commerce soit qualifié pour agir directement sur le développement de ces institutions: cette tâche doit être laissée aux soins de la Conférence de la paix, dont les délégués se disposent à se réunir pour la troisième fois.

II.

Parmi les questions qu'aura à discuter la prochaine conférence de La Haye il en est une qu rentre dans la deuxième catégorie des différends internationaux. C'est celle qui concerne **le règlement des contestations qui s'élèvent entre les particuliers ressortissants d'un Etat et un Etat étranger considéré comme personnalité juridique.** Plusieurs jurisconsultes ont déjà réclamé la création d'un tribunal judiciaire chargé de connaître des débats des particuliers contre les Etats étrangers; on peut se reporter notamment sur ce point à la monographie de Wehberg intitulée: „Ein internationaler Gerichtshof für Privatklagen" (Un tribunal international pour les procès privés) Berlin 1911. Il ne saurait non plus rentrer dans les attributions du Congrès des Chambres de commerce de traiter dans ses détails un problème aussi compliqué; il y a lieu de laisser aussi aux délégations des Etats

X- HF 294
.I65
1914

487

VI^e CONGRÈS INTERNATIONAL

DES

CHAMBRES DE COMMERCE

ET DES

Associations Commerciales et Industrielles

(PARIS — JUIN 1914)

De l'unification des législations relatives à la procédure d'arbitrage pour régler les litiges entre citoyens de pays différents.

RAPPORT

présenté par la Chambre de Commerce de Paris

RAPPORTEUR : **M. MAX LECLERC**

(29 avril 1914)

Au V^e Congrès international des Chambres de Commerce et des Associations commerciales et industrielles, tenu à Boston en 1912, les résolutions suivantes avaient été adoptées :

DEUXIÈME OBJET :

Tribunal international d'arbitrage pour différends entre particuliers et Etats étrangers.

Le Congrès émet le vœu de voir créer un Tribunal international d'arbitrage chargé de régler les litiges entre particuliers et États étrangers.

Il serait reconnaissant au Gouvernement des États-Unis de prendre l'initiative de provoquer une conférence à cet effet.

X-HF 294
.I65
1914

#88

VIe CONGRÈS INTERNATIONAL

DES

CHAMBRES DE COMMERCE

ET DES

Associations commerciales et industrielles

(PARIS — 8, 9 ET 10 JUIN 1911)

Actes et Résolutions [1]

I. — **Fixité de la date de Pâques et réforme du calendrier.**

Le sixième Congrès international des Chambres de Commerce et Associations commerciales et industrielles à Paris,

Vu l'intérêt que portent à la question de la réforme du calendrier :

L'Association internationale des Académies,

Le Congrès mondial des Associations internationales

Et un grand nombre de membres du Congrès international de géographie,

Charge son Comité permanent :

1° De porter à la connaissance des Institutions susmentionnées que le quatrième Congrès international des Chambres de Commerce, tenu à Londres en 1910, a émis à l'unanimité le vœu de soumettre à une Conférence diplomatique internationale la réforme du calendrier ; que ce vœu a été confirmé par le cinquième Congrès international des Chambres de Commerce, à Boston, en 1912, et pour la troisième fois par le sixième Congrès international des Chambres de Commerce à Paris en 1914 :

N. B. — Les traductions seront publiées ultérieurement, aussi vite qu'il sera possible.